



Un bilan de la situation en Afghanistan

par
Paul Manson

Introduction

Le décès en Afghanistan du photographe de combat, le caporal-chef Darrell Priede, rappelle aux Canadiennes et aux Canadiens que notre engagement dans ce pays déchiré par la guerre est coûteux. Toute nouvelle perte cause de l'anxiété et soulève des questions, à savoir si les coûts humains et matériels en valent vraiment la peine.

Étant donné que le mandat parlementaire en cours s'achève dans 16 mois à peine, il est certain que le débat va s'intensifier, la population canadienne étant plus ou moins divisée équitablement quant à son opinion de la situation en Afghanistan. Cette énorme divergence n'est pas surprenante, vu la complexité de la situation et le comportement fortement partisan adopté par nos politiciens.

Malgré la confusion et la désinformation, un tableau raisonnablement clair se dessine sur ce qui se passe véritablement en Afghanistan. Voici une appréciation franche de la situation à mi-parcours, sous la forme d'un examen du bilan de trois domaines cruciaux, soit la gouvernance, la sécurité et le développement.

Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la Conférence ou de ses membres.

Gouvernance

Après près de 30 ans de guerre incessante, l'Afghanistan progresse lentement de la situation d'« État non viable » à celle d'« État fragile ». Du côté positif des choses, il existe maintenant un gouvernement central démocratiquement élu (où la participation électorale était supérieure à celle des dernières élections fédérales canadiennes). La règle de droit s'établit progressivement, grâce à la création de tribunaux et la nomination de juges.

Il reste cependant beaucoup de chemin à faire. L'influence et le contrôle exercés par le gouvernement Karzaï en dehors de la capitale, Kaboul, sont encore limités. La corruption et le capitalisme de réseau présentent un problème permanent, tandis que la culture de l'opium favorise la criminalité et le règne des seigneurs de guerre, particulièrement dans les provinces du Sud et de l'Est.

Au niveau provincial, par contre, la gouvernance prend racine. Cela se manifeste particulièrement dans la province de Kandahar, où se concentrent les efforts canadiens.

Le gouvernement démocratique prend prise, lentement mais sûrement, malgré l'absence d'un héritage démocratique, une longue histoire tribale, et un ennemi radical résolu à renverser l'avance de libertés qui, pour nous, vont de soi. Nous ne pouvons pas nous attendre à voir une reproduction



fidèle de nos propres institutions et culture, mais les sentiments démocratiques sont solides en Afghanistan. Si on leur en donne la possibilité, ils l'emporteront.

Sécurité

Les Canadiennes et les Canadiens se préoccupent de l'angle militaire en Afghanistan. Bien que les pertes humaines aient tendance à dominer le débat, les gens comprennent pour la plupart que l'établissement de la sécurité physique est une condition préalable au développement efficace, qui est le but ultime de notre présence au pays.

Alors quel est le tableau au plan militaire ?

Les trois-quarts de l'Afghanistan, soit les provinces du Nord et de l'Ouest, jouissent d'une bonne sécurité, et de très peu d'activités des Talibans. Ce n'est que dans le Sud et l'Est que les conflits sont importants, et même là, ils sont très sporadiques. Le plus important, c'est qu'il y a des signes clairs que les Talibans échouent sur le front militaire.

Ayant été solidement vaincus lorsqu'ils ont attaqué de front les troupes de coalition, les chefs talibans se sont récemment tournés vers les attentats-suicide à la bombe, les engins explosifs au bord de la route, les assassinats ciblés et les enlèvements. Ces violations innombrables du droit humanitaire international et le meurtre sans discrimination de civils afghans n'attirent pas les bonnes grâces de la population locale. Au plan militaire, ils sont en train de perdre.

Par conséquent, les Talibans se

sont tournés vers la propagande, conçue pour exploiter les faiblesses politiques internes des pays de la coalition. Ce qu'ils ne peuvent obtenir par la force militaire, ils pourraient y parvenir par le retrait des troupes de la coalition. En espérant que le temps est de leur côté, ils peuvent disparaître dans leur refuge de la frontière pakistano-afghane et y attendre la perte anticipée de volonté politique des nations de la coalition.

Les Talibans savent également que l'opinion publique occidentale réagit fortement face aux pertes; l'acte de tuer devient plus important que de gagner du terrain, de la manière militaire classique. Ils sont conscients de l'énorme couverture médiatique que soulève au Canada chaque perte humaine et de la baisse d'appui public envers la mission qui s'ensuit.

Un problème militaire sérieux est causé par la taille relativement modeste des forces de coalition. (Le contingent canadien tout entier pourrait tenir confortablement à une extrémité d'un stade de hockey.) Compte tenu du problème supplémentaire des oppositions imposées par certaines nations alliées, les dirigeants militaires sont confrontés à des limitations frustrantes dans leur capacité à maîtriser l'insurrection talibane.

Cependant, les Talibans font face à la perspective d'une armée afghane nationale et d'une force policière nationale afghane sans cesse croissantes, qui assumeront la responsabilité de la sécurité une fois que les troupes des 37 nations de la Force internationale d'assistance à la sécurité rentrent finalement chez elles. Les



progrès de la formation des forces policières sont lents, mais l'armée nationale afghane, qui compte maintenant quelque 40 000 soldats, se développe rapidement. Soit dit en passant, les troupes canadiennes font un excellent travail d'encadrement de leurs alliés de l'armée afghane.

Tout compte fait, la situation est encourageante au plan de la sécurité. Les Talibans ne peuvent gagner au plan militaire, mais il est également peu probable qu'ils puissent être complètement vaincus uniquement par des moyens militaires. La réponse se trouve ailleurs.

Développement

La clé d'une victoire en Afghanistan repose, au bout du compte, sur un développement efficace; or, il s'agit là d'un défi de taille. Jusqu'à maintenant, en raison de la préoccupation nécessaire des activités militaires, les progrès ont été irréguliers et les réalisations à ce jour sont peu connues.

C'est dommage, car il y a de quoi se réjouir. Le développement le plus prometteur se manifeste dans le secteur de l'éducation, des services de santé, des droits de la personne, de l'infrastructure, de l'économie de marché et du déminage.

Des millions d'élèves fréquentent maintenant l'école (malgré la mise à feu de quelque 200 écoles par les Talibans au cours des deux dernières années), plus de 80 % de la population a désormais accès à des services de santé de base et les femmes ont émergé de l'assujettissement total qui existait

sous le régime des Talibans.

On a bâti des chaussées revêtues, creusé d'innombrables puits et fossés d'irrigation, installé l'électricité pour la première fois dans bien des villages; la liste des réalisations est longue. Ces mesures ont favorisé une poussée des économies locales, stimulées par des micro-prêts de l'Ouest et par une liberté de mouvement qui n'existait pas, il y a un an à peine.

Il est vrai que le rythme de développement est encore trop lent, principalement à cause de l'activité des Talibans qui veulent ralentir cette avance. Mais les nations de la coalition peuvent réaliser bien davantage au plan de l'aide, non seulement en ce qui concerne les organismes gouvernementaux, mais également non gouvernementaux, même lorsque la sécurité n'est pas idéale. Les fonds d'aide doivent trouver un moyen de financer des projets directement d'une manière plus efficace et plus ponctuelle. Il faut donner suite aux promesses qui ont été faites. Les Afghans locaux doivent assumer des rôles clés dans les projets de développement.

Le problème le plus difficile que connaît actuellement l'économie afghane est la culture massive du pavot asiatique, qui alimente plus de 90 % de l'héroïnomanie mondiale. Malheureusement, la culture du pavot est pour bien des Afghans des régions rurales, leur seule source de revenu. De toute manière, ils ont peu de choix, en raison des mesures d'intimidation des barons de la drogue qui sont de mèche avec les Talibans, lesquels récoltent les avantages financiers issus de l'économie de la drogue.



Malgré les solutions simplistes qui sont proposées de temps à autre, les spécialistes sont d'avis qu'il faudra des décennies pour débarrasser l'Afghanistan de ce fléau. Le problème fondamental est, bien entendu, qu'il est régi par la demande. Tant que l'héroïnomanie n'est pas considérablement réduite en Occident, la production illégale d'opium persistera, en Afghanistan ou ailleurs.

En dépit de ce défi et de bien d'autres problèmes de taille, lorsqu'il devient clair que le développement marque des progrès, on s'attire du soutien. On est sur la bonne voie et les possibilités sont énormes.

Le bilan

Dans le cadre de cet examen superficiel de la situation compliquée qu'est l'Afghanistan, il est clair que la lutte de la nation afghane et de sa population est loin d'être terminée. Elle pourrait aller dans une direction ou dans l'autre. Mais en pesant les avantages et les inconvénients des trois domaines cruciaux de gouvernance, de sécurité et de développement, on découvre des éléments positifs dans chacun. La réussite ne se produira pas du jour au lendemain. Il faudra de la patience, de la compréhension et un dévouement inébranlable à la mission, mais il existe déjà de bonnes fondations.

L'ironie de la chose, c'est que le résultat final dépendra de ce qui se produit à l'autre bout du monde, dans la capitale des 37 nations qui se trouvent en Afghanistan pour remettre le pays d'aplomb. Des décisions trop hâtives de

se retirer pourraient avoir un effet dévastateur. Le Canada, qui se trouve bientôt à son point de décision, est placé de telle façon qu'il pourrait donner le bon ou le mauvais exemple.

Les choses allant lentement mais sûrement dans la bonne direction, il serait désastreux d'abandonner les Afghans à une étape aussi cruciale. La décision de quitter le pays signifierait faire une croix sur le coût humain et matériel de l'énorme investissement qu'a fait notre pays en Afghanistan, à un moment où notre rendement sur l'investissement est de plus en plus évident et qu'un résultat positif est presque à portée de main.

Il est permis de reproduire librement les Commentaires de la CAD dans leur intégralité, à des fins de recherche universitaire ou pédagogiques, ou pour des raisons journalistiques, à condition de mentionner les droits de l'auteur et le nom de l'Institut.

La Conférence des associations de la défense
222 rue Somerset, Suite 400B
Ottawa, Ontario, Canada
K2P 2G3
Téléphone : (613) 236-1252
Facsimilé: 613) 236-8191
E-mail : cda@cda-cdai.ca